

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	15-06-2010	2010-5992
ENREGISTREMENT	23-06-2010	99960

ARRETÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 SEPTIES

Séance du mercredi 2 juin 2010

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE
DE TRAVAIL N° 77 BIS DU 19 DÉCEMBRE 2001 REMPLAÇANT LA CONVENTION
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 DU 14 FÉVRIER 2001 INSTAURANT UN
SYSTÈME DE CRÉDIT-TEMPS, DE DIMINUTION DE CARRIÈRE
ET DE RÉDUCTION DES PRESTATIONS
DE TRAVAIL À MI-TEMPS**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 SEPTIES DU 2 JUIN 2010
MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 BIS
DU 19 DÉCEMBRE 2001 REMPLAÇANT LA CONVENTION
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 DU 14 FÉVRIER 2001
INSTAURANT UN SYSTÈME DE CRÉDIT-TEMPS,
DE DIMINUTION DE CARRIÈRE ET DE
RÉDUCTION DES PRESTATIONS
DE TRAVAIL À MI-TEMPS**

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales ;

Vu la convention collective de travail n° 77 bis du 19 décembre 2001 remplaçant la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps ;

Vu la demande d'avis de la ministre de l'Emploi du 18 septembre 2009, dans laquelle il est demandé de rendre possible le passage du crédit-temps de crise au système normal de crédit-temps ;

Vu l'accord des partenaires sociaux du 29 janvier 2010 concernant les corrections relatives à la prime de crise pour les ouvriers et la neutralisation des mesures anticrise, dans lequel il a été convenu d'adapter la convention collective de travail n° 77 bis en vue de l'assimilation du chômage de crise pour employés et de la neutralisation du crédit-temps de crise et de l'occupation à temps partiel dans le cadre du régime de l'« overbruggingspremie » (prime de transition) pour le calcul de la condition d'emploi ;

Considérant qu'il convient d'adapter la convention collective de travail n° 77 bis à cette fin ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 2 juin 2010, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

Article 1^{er}

Dans l'article 11 de la convention collective de travail n° 77 bis du 19 décembre 2001 remplaçant la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sont assimilés à une occupation au travail, pour le calcul des 12 mois visés respectivement aux articles 3, 7, 2° et 10, § 1^{er} :

- les périodes de suspension du contrat de travail prévues aux articles 26, 27, 28, 29, 30, 30 bis, 31, 49, 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

La période de suspension du contrat de travail prévue à l'article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail est toutefois limitée aux périodes couvertes par le salaire garanti.

- les périodes de suspension du contrat de travail prévues à l'article 23, § 1^{er} de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise ;
- les jours de congé qui sont octroyés en exécution d'un accord collectif. »

Article 2

L'article 11, § 2, 4° de la convention collective de travail n° 77 bis du 19 décembre 2001 remplaçant la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps est complété comme suit :

« En outre, ne sont pas prises en compte pour le calcul des 12 mois visés respectivement aux articles 3, 7, 2° et 10, § 1^{er} :

c.c.t. n° 77 septies

- a) les périodes de réduction des prestations de travail en application de l'article 15 et de l'article 20, § 1^{er} de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise ;

- b) les périodes de réduction des prestations de travail dans le cadre d'un plan de restructuration, telles que prévues à l'article 13 de l'arrêté du gouvernement flamand du 1^{er} mars 2002 portant réforme du régime des primes d'encouragement au secteur privé, aux conditions de l'arrêté du gouvernement flamand du 20 mars 2009 modifiant l'arrêté du gouvernement flamand du 1^{er} mars 2002 portant réforme du régime des primes d'encouragement au secteur privé. »

Article 3

La présente convention produit ses effets le 25 juin 2009, à l'exception de l'article 2, deuxième alinéa, b) qui produit ses effets le 20 mars 2009.

Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de trois mois.

Fait à Bruxelles, le deux juin deux mille dix.

x x x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

**MODIFICATION DU COMMENTAIRE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL
N° 77 BIS DU 19 DÉCEMBRE 2001 REMPLAÇANT LA CONVENTION
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 DU 14 FÉVRIER 2001
INSTAURANT UN SYSTÈME DE CRÉDIT-TEMPS,
DE DIMINUTION DE CARRIÈRE ET DE
RÉDUCTION DES PRESTATIONS
DE TRAVAIL À MI-TEMPS**

Le 2 juin 2010, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au Conseil national du Travail ont conclu la convention collective de travail n° 77 septies modifiant la convention collective de travail n° 77 bis du 19 décembre 2001 remplaçant la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs ont jugé utile de modifier comme suit le commentaire de ladite convention collective de travail.

En ce qui concerne l'article 11

Le commentaire de l'article 11 est remplacé par ce qui suit :

« Le paragraphe 1^{er} de la présente disposition règle pour le calcul de la condition d'occupation de 12 mois visée aux articles 3, 7, 2° et 10, § 1^{er}, les périodes de suspension du contrat de travail qui sont assimilées à une occupation au travail et donc comptabilisées dans ce calcul. Par analogie avec les périodes de chômage temporaire des ouvriers, on a ajouté à cette liste les périodes de chômage temporaire de crise des employés en vertu de la loi du 19 juin 2009 pendant la période au cours de laquelle cette disposition est d'application.

Le paragraphe 2, 1^{er}, 2^e et 3^e alinéas de la présente disposition règle également pour le calcul de la condition d'occupation de 12 mois visée aux articles 3, 7, 2^e et 10, § 1^{er}, les périodes de suspension qui sont neutralisées et dont il n'est dès lors pas tenu compte dans ce calcul. En d'autres termes, ces périodes de suspension ou de réduction des prestations de travail prolongent d'autant celle qui est considérée pour déterminer si le travailleur a droit au crédit-temps, à la diminution de carrière ou de prestations de travail à mi-temps visés respectivement aux articles 3, 6 et 9. Il en va de même pour les travailleurs qui, après une période de maladie de longue durée ou après une reprise progressive du travail, souhaitent passer à un système de crédit-temps ou de diminution de carrière.

Ces périodes sont :

- les périodes pendant lesquelles le travailleur a exercé :
 - le droit au congé pour soins palliatifs ;
 - le droit au congé pour assister ou donner des soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade ;
 - le droit au congé parental ;
- les périodes de suspension du contrat de travail en raison de congé sans solde, de grève et de lock-out ;
- les périodes qui correspondent aux périodes de suspension prévues par l'article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (maladie et accident) mais à concurrence de 5 mois non couverts par le salaire garanti.

Cette période est prolongée de 6 mois en cas d'incapacité de travail complète temporaire en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

Au cas où le travailleur est absent pour maladie pendant plus de 6 mois, la période prévue audit article 31 de la loi relative aux contrats de travail est complètement neutralisée dans la mesure où l'employeur n'a pas émis d'objections écrites pour des raisons liées aux besoins organisationnels dans le mois qui suit la demande du crédit-temps ou de la diminution de carrière visés aux articles 3, 6 et 9.

La période de reprise progressive du travail dans le cadre de l'article 100, § 2 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, ainsi que la période de maladie qui la précède, sont également complètement neutralisées.

Dans l'optique d'une réintégration des malades de longue durée sur le marché du travail, la possibilité est ainsi offerte aux travailleurs qui sont malades pendant plus de 6 mois de reprendre partiellement le travail, dans la mesure où l'organisation du travail le permet.

En outre, la possibilité est donnée aux travailleurs qui se trouvent déjà dans un système de reprise progressive du travail de poursuivre leur régime de travail à temps partiel dans le cadre d'un système de crédit-temps ou de diminution de carrière.

La volonté est de ne pas pénaliser les personnes qui ont repris progressivement le travail à temps partiel après une maladie grave telle qu'un cancer.

Le paragraphe 2, 4^e alinéa de la présente disposition règle, pour le calcul de la condition d'occupation de 12 mois visée aux articles 3, § 1^{er}, 2^o, 7, 2^o et 10, § 1^{er}, les périodes de crédit-temps à temps plein ou de diminution de carrière à mi-temps qui sont neutralisées et dont il n'est dès lors pas tenu compte dans ce calcul.

Comme ces périodes sont neutralisées, les travailleurs ayant pris un crédit-temps à temps plein ou à mi-temps, qu'ils soient âgés de plus ou de moins de 50 ans, peuvent passer à une diminution de carrière à mi-temps ou de 1/5, en accord avec leur employeur.

Les périodes de diminution de carrière dans le cadre du crédit-temps de crise ou dans le cadre du système des primes de transition flamandes sont également neutralisées pendant la période au cours de laquelle ces régimes sont d'application, ce qui permet aux travailleurs de passer de ces régimes temporaires de crise à un système normal de crédit-temps ou de diminution de carrière. Les périodes de crédit-temps qui ont été prises dans les six mois précédant l'entrée en vigueur de la loi du 19 juin 2009, puis qui ont été transformées en un crédit-temps de crise en vertu de l'article 20 de ladite loi, sont également neutralisées.

Le paragraphe 3 de la présente disposition concerne les demandes de prolongation de l'exercice de l'un des droits visés par la présente convention et la question de savoir quand le travailleur doit satisfaire à la condition d'occupation exigée. Dans le cas d'une période neutralisée, le travailleur concerné doit satisfaire aux conditions s'appliquant au système concerné au moment de la demande initiale de la première des périodes successives de crédit-temps ou de diminution de la carrière.

Il est ainsi prévu que lorsque le travailleur exerce le droit au crédit-temps, à la diminution de carrière ou de prestations de travail à mi-temps visé respectivement aux articles 3, 6 et 9, et qu'il souhaite prolonger cet exercice ou passer à un autre système de crédit-temps, de diminution de carrière ou de prestations de travail à mi-temps, le moment où il est vérifié s'il réunit les conditions requises est celui du premier avertissement écrit qu'il a opéré conformément à l'article 12. Il en va de même pour les travailleurs qui, après un régime temporaire de crise de diminution de carrière, souhaitent passer à un système de crédit-temps ou de diminution de carrière. »

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	15-06-2010	2010-5992
REGISTRATIE	23-06-2010	99960

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 SEPTIES

Zitting van woensdag 2 juni 2010

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE
ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 BIS VAN 19 DECEMBER 2001 TOT VER-
VANGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77
VAN 14 FEBRUARI 2001 TOT INVOERING VAN EEN STELSEL
VAN TIJDSKREDIET, LOOPBAANVERMINDERING EN
VERMINDERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES
TOT EEN HALFTIJDSE BETREKKING**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 SEPTIES VAN 2 JUNI 2010 TOT
WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 BIS VAN
19 DECEMBER 2001 TOT VERVANGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDS-
OVEREENKOMST NR. 77 VAN 14 FEBRUARI 2001 TOT INVOERING
VAN EEN STELSEL VAN TIJDSKREDIET, LOOPBAANVERMIN-
DERING EN VERMINDERING VAN DE ARBEIDSPRES-
TATIES TOT EEN HALFTIJDSE BETREKKING**

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis van 19 december 2001 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking;

Gelet op de adviesaanvraag van de minister van Werk van 18 september 2009 waarin wordt gevraagd de overstap vanuit het crisistijdscrediet naar het gewone stelsel van tijdscrediet mogelijk te maken;

Gelet op het akkoord tussen de sociale partners van 29 januari 2010 met betrekking tot de correcties op de crisispremie van arbeiders en de neutralisering van de crisismaatregelen, waarin werd overeengekomen de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis aan te passen met het oog op de gelijkstelling van crisiswerkloosheid voor bedienden en de neutralisering van crisistijdscrediet en deeltijdse tewerkstelling in het kader van het stelsel van de overbruggingspremies, voor de berekening van de tewerkstellingsvoorwaarden;

Overwegende dat het geboden is hiervoor de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis aan te passen;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- de Unie van Socialprofitondernemingen
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 2 juni 2010 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

Artikel 1

Artikel 11, § 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis van 19 december 2001 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, wordt als volgt vervangen:

"§ 1. Voor de berekening van de 12 maanden als bedoeld in de artikelen 3, 7, 2° en 10, § 1, worden met een tewerkstelling gelijkgesteld:

- de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomst als bepaald in de artikelen 26, 27, 28, 29, 30, 30 bis, 31, 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De periode van schorsing van de arbeidsovereenkomst als bepaald in artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, is evenwel beperkt tot de door het gewaarborgd loon gedekte perioden.

- de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomst als bepaald in artikel 23, § 1 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis.
- de dagen verlof die toegekend worden ter uitvoering van een collectief akkoord."

Artikel 2

Artikel 11, § 2, 4° van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis van 19 december 2001 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, wordt als volgt aangevuld:

"Daarnaast worden voor de berekening van de 12 maanden als bedoeld in de artikelen 3, 7, 2° en 10, § 1, niet in aanmerking genomen:

Cao nr.77 septies

- a) de perioden van vermindering van de arbeidsprestaties in toepassing van artikel 15 en artikel 20, § 1 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis.

- b) de perioden van vermindering van de arbeidsprestaties in het kader van een herstructureringsplan zoals bedoeld in artikel 13 van het besluit van de Vlaamse regering van 1 maart 2002 houdende de hervorming van het stelsel van de aanmoedigingspremie in de privé-sector onder de voorwaarden van het besluit van de Vlaamse regering van 20 maart 2009 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 1 maart 2002 houdende de hervorming van het stelsel van de aanmoedigingspremie in de privé-sector.”

Artikel 3

Deze overeenkomst heeft uitwerking met ingang van 25 juni 2009 met uitzondering van artikel 2, tweede lid, b) dat uitwerking heeft met ingang van 20 maart 2009.

Zij is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij herzien of opgezegd worden, met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden.

Gedaan te Brussel, op twee juni tweeduizend en tien.

x x x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat de overeenkomst door de Koning algemeen verbindend zou worden verklaard.

**WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREEN-
KOMST NR. 77 BIS VAN 19 DECEMBER 2001 TOT VERVANGING VAN DE
COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 VAN 14 FEBRUARI
2001 TOT INVOERING VAN EEN STELSEL VAN TIJDSKREDIET,
LOOPBAANVERMINDERING EN VERMINDERING
VAN DE ARBEIDSPRESTATIES TOT EEN
HALFTIJDSE BETREKKING**

Op 2 juni 2010 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werknemers- en werkgeversorganisaties de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 septies gesloten tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis van 19 december 2001 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking.

De werknemers- en werkgeversvertegenwoordigers hebben het nuttig geacht de commentaar van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst als volgt te vervangen:

Met betrekking tot artikel 11

De commentaar bij artikel 11 wordt als volgt vervangen:

“Paragraaf 1 van deze bepaling regelt voor de berekening van de voorwaarde van tewerkstelling van 12 maanden, als bedoeld in de artikelen 3, 7, 2° en 10, § 1, de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomst die worden gelijkgesteld met een tewerkstelling en dus in deze berekening worden meegeteld. Naar analogie met de perioden van tijdelijke werkloosheid voor arbeiders, zijn de perioden van tijdelijke crisiswerkloosheid voor bedienden ingevolge de wet van 19 juni 2009 voor de periode tijdens dewelke deze regeling van toepassing is aan deze lijst toegevoegd.

Paragraaf 2 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid van deze bepaling regelt eveneens voor de berekening van de voorwaarde van tewerkstelling van 12 maanden, als bedoeld in de artikelen 3, 7, 2^o en 10, § 1, de perioden van schorsing die geneutraliseerd worden en die dus in deze berekening niet worden meegeteld. Met andere woorden, deze perioden van schorsing of vermindering van de arbeidsprestaties verlengen voor dezelfde duur de periode die in aanmerking wordt genomen om te bepalen of de werknemer recht heeft op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, als bedoeld in de artikelen 3,6 en 9. Hetzelfde geldt voor werknemers die na een langdurige ziekteperiode of na een progressieve werkhervatting wensen over te stappen naar een stelsel van tijdskrediet of loopbaanvermindering.

Deze perioden zijn:

- de perioden tijdens dewelke de werknemer gebruik heeft gemaakt van:
 - het recht op palliatief verlof;
 - het recht op verlof voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid;
 - het recht op ouderschapsverlof;
- de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomsten die het gevolg zijn van verlof zonder wedde en staking en lock out.
- de perioden die overeenstemmen met de perioden van schorsing als bepaald in artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten (ziekte en ongeval), maar ten belope van 5 maanden die niet gedekt zijn door het gewaarborgd loon.

Die periode wordt verlengd met 6 maanden in geval van tijdelijke volledige arbeidsongeschiktheid tengevolge van een arbeidsongeval of beroepsziekte.

In geval de werknemer langer dan zes maanden afwezig is wegens ziekte, wordt de periode als bepaald in voornoemd artikel 31 van de Arbeidsovereenkomstenwet volledig geneutraliseerd voor zover de werkgever geen schriftelijke bezwaren heeft gemaakt om reden van organisatorische behoeften één maand na de aanvraag van het tijdskrediet of de loopbaanvermindering, als bedoeld in de artikelen 3, 6 en 9.

De periode van progressieve werkhervatting in het kader van artikel 100, § 2 van de gecoördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen van 14 juli 1994 evenals de ziekteperiode die eraan voorafgaat, wordt eveneens volledig geneutraliseerd.

Hiermee wordt vanuit een optiek van reïntegratie van langdurige zieken op de arbeidsmarkt de kans geboden aan werknemers die langer dan zes maanden ziek zijn om hun werk gedeeltelijk te hervatten, voor zover de arbeidsorganisatie dit toelaat.

Daarnaast wordt aan werknemers die zich reeds in een stelsel van progressieve werkhervatting bevinden, de mogelijkheid geboden om hun deeltijds regime verder te zetten in het kader van een stelsel van tijdskrediet of loopbaanvermindering.

Het is de bedoeling dat personen die het werk geleidelijk deeltijds hebben hervat na een zware ziekte, zoals kanker, niet worden benadeeld.

Paragraaf 2, 4^{de} lid van deze bepaling regelt voor de berekening van de voorwaarde van tewerkstelling van 12 maanden als bedoeld in de artikelen 3, § 1, 2°, 7, 2° en 10, § 1, de perioden van voltijds tijdskrediet of halftijdse loopbaanvermindering die geneutraliseerd worden en die dus in deze berekening niet worden meegeteld.

Doordat die periodes worden geneutraliseerd, kunnen werknemers in voltijds of halftijds tijdskrediet, zowel beneden als boven de 50 jaar, overstappen naar een halftijds of een 1/5^{de} loopbaanvermindering, in onderling akkoord met hun werkgever.

Ook de perioden van loopbaanvermindering in het kader van het crisistijdskrediet of in het kader van het stelsel van de Vlaamse overbruggingspremies worden gedurende de periode tijdens welke deze regimes van toepassing zijn geneutraliseerd zodat werknemers vanuit die tijdelijke crisisregimes kunnen overstappen naar een gewoon stelsel van tijdskrediet of loopbaanvermindering. De periodes van tijdskrediet die reeds in de zes maanden voorafgaand aan de inwerkingtreding van de wet van 19 juni 2009 werden opgenomen en daarna ingevolge artikel 20 van genoemde wet werden omgezet in een crisistijdskrediet, worden eveneens geneutraliseerd.

Paragraaf 3 van deze bepaling heeft betrekking op de verzoeken om verlenging van de uitoefening van één van de rechten als bedoeld in deze overeenkomst alsook op de vraag wanneer de werknemer moet voldoen aan de gestelde voorwaarde van tewerkstelling. Bij een geneutraliseerde periode moet de betrokken werknemer voldoen aan de voorwaarden die gelden voor het betrokken stelsel op het ogenblik van de initiële aanvraag van de eerste van opeenvolgende perioden van tijdskrediet of loopbaanvermindering.

Zo is bepaald dat, wanneer de werknemer het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, als bedoeld in de artikelen 3, 6 en 9, uitoefent en deze uitoefening wenst te verlengen of wenst over te stappen naar een ander stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, het ogenblik waarop wordt nagegaan of de werknemer de gestelde voorwaarden vervult, het ogenblik is van de eerste schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 12. Hetzelfde geldt voor werknemers die na een tijdelijk crisisregime van loopbaanvermindering wensen over te stappen naar een stelsel van tijdskrediet of loopbaanvermindering."
